

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19376 - 75ÈME ANNÉE

## Visite officielle du président de la République du 23 au 25 octobre

## Propositions réunionnaises pour le plein emploi entendues ?



**D'après les premiers éléments du programme d'Emmanuel Macron ayant fuité dans la presse, la question de l'emploi aura une place importante dans la visite officielle du président de la République. Le chômage est le problème numéro un à La Réunion, et aucune des mesures décidées depuis Paris n'ont permis aux Réunionnais de vivre dans une société de plein emploi. D'où la proposition du PCR de donner la responsabilité aux Réunionnais de gérer cette question au sein d'une collectivité ayant de plus larges compétences.**

Le droit à un travail est un droit garanti par la Constitution. Ceci signifie clairement que cette question relève de la responsabilité de l'État. C'est donc à lui de créer les conditions pour que tous les citoyens de la République puissent donc avoir accès à un em-

ploi. Il est bien entendu que la dimension sociale de la République suppose que cet emploi doit garantir un revenu suffisant pour vivre. Mais 73 ans après avoir été intégrés à la République en tant que citoyens vivant dans le département français de La Réunion, les Réunionnais constatent que leur droit à un travail n'est pas respecté, et la situation ne cesse de s'aggraver. Plus de 180.000 personnes sont inscrites à Pôle emploi, jamais La Réunion n'a connu un nombre aussi important de chômeurs, c'est le résultat de 73 ans de départementalisation.

### Plus de la moitié des jeunes au chômage

Au sein de la population, des groupes sont plus touchés que d'autres. C'est notamment le cas des jeunes de moins de 25 ans sor-

tis de l'école. Ils sont plus de la moitié à être privés d'un emploi. Cette proportion augmente si le jeune ne possède pas de diplôme. Or, ceci concerne près d'un jeune Réunionnais sur trois. Cette dramatique statistique souligne que dès le départ, la France, responsable du système éducatif, ne met pas les bons moyens pour que les jeunes Réunionnais puissent posséder un diplôme, une protection relative mais protection tout de même contre le chômage. En conséquence, des entreprises et des administrations ne se privent pas de faire venir de la main d'œuvre de France avec un emploi assuré, au prétexte que les compétences ne seraient pas présentes à La Réunion. Dans cette crise, les Réunionnais et plus particulièrement les jeunes, peuvent légitimement se sentir abandonné par ce système qui ne leur fait aucun cadeau et les condamne à choisir entre le chômage et l'exil, et estiment que des immigrés venus d'Europe viennent prendre des postes qui leur reviennent. Ceci menace la cohésion de la société réunionnaise.

### Faillite d'une politique d'intégration

Le taux de chômage proche de 30 % a pour conséquence un fort taux de pauvreté. Au moins 40 %

des Réunionnais vivent sous le seuil de pauvreté. Ainsi, au 31 décembre dernier, 352.000 Réunionnais étaient couverts par la CMU-C ou bénéficiaires de l'Aide à la complémentaire santé, soit 41 % de la population. Cela veut dire que cette partie des habitants de La Réunion a des revenus tellement faible qu'elle a besoin d'être aidée afin d'avoir droit à la Sécurité sociale, un des fondements de la République.

Cette moitié de la population doit survivre dans un pays où le coût de la vie est intolérable. C'est ce que rappellent les études qui se succèdent. L'État reconnaît ce fait en donnant à ces agents titulaires une surrémunération de 53 %, mais n'a pas mis en œuvre les moyens de réformer ce système.

Pourtant, La Réunion produit des bénéfices. Une étude de l'INSEE publiée la semaine dernière rappelle qu'en 2017, les entreprises réunionnaises ont créé un chiffre d'affaires de 25 milliards d'euros, et une valeur ajoutée de plus de 7 milliards en employant à peine 90.000 salariés, soit un nombre correspondant à la moitié de celui des demandeurs d'emploi. À cela s'ajoute les bénéfices de la lutte pour l'égalité qui rapportent chaque année des milliards à La Réunion, le soutien de l'Europe pour plus de 2 milliards d'euros sur 6 ans, ainsi que l'aide de l'État au titre du traitement social du

chômage, pour plus de 200 millions d'euros par an, et les mesures de défiscalisation offertes par l'État aux entreprises qui sont censés soutenir la création d'emplois.

Toute cette politique découlent de lois s'appliquant dans toute la République, auxquels s'ajoutent des dispositions spécifiques aux anciennes colonies françaises devenues département. Depuis 1960, date de la première Loi-Programme, les textes se sont succédé : LOOM, LOPOM, EGOM, LODÉOM, Égalité réelle... rien n'a permis d'enrayer la progression du chômage et d'aller vers le plein emploi.

### Propositions du PCR

Devant la faillite de ce système, des voix se font entendre pour proposer une alternative. C'est notamment celle du PCR. Sa création en 1959 répondait à une analyse : 13 ans après le vote de la loi abolissant le statut colonial, la politique de la France à La Réunion avait montré que la départementalisation était impossible. D'où la proposition de création d'une assemblée chargée de gérer les affaires concernant les Réunionnais. Le PCR était alors l'outil au service de cette lutte « pour briser le joug colonial ».

Le PCR milite aussi pour que cette politique de l'emploi garantisse le droit des Réunionnais de travailler à La Réunion. Il préconise la mise en place de deux grands services dans l'environnement et l'aide à la personne afin de transformer les contrats aidés en emplois durables répondant à des besoins permanents. L'autre volet de cette politique de l'emploi adaptée aux Réunionnais porte sur la transparence. Transparence dans les recrutements de ces deux grands services par le biais d'une commission paritaire composée de représentants des demandeurs d'emploi, de syndicats, d'employeurs potentiels et de financeurs. Transparence également dans la diffusion des offres d'emploi afin qu'elles soient obligatoirement publiées par Pôle emploi. Ceci permettra de mettre fin aux abus des entreprises qui vont directement recruter en France plutôt que de s'impliquer dans la lutte contre le chômage touchant la population qui achète leurs marchandises ou leurs services.

Enfin, l'application d'un projet de développement conçu et mis en œuvre par les Réunionnais à La Réunion vise à la création de gisements d'emploi dans des secteurs aussi stratégiques que l'emploi, la formation, l'économie bleue.

*M.M.*

## In kozman pou la rout

**« Si in moun i di li anval in koko, lès ali fèr ! Li san son kor »**

Mésyé, Médam, La Sosyété, koz èk moin sé koz èk in kouyon-sé o pyé d'lo mir k'I oi lo mason. Par l'fète lo proverb africain I di konmsa mé lé proféfab ékri sa an pti lète plito k'an gro lète : si in moun I di li aval in noi d'koko, less ali fèr, li fé konfyans son l'anus. Sa lé rigolo pou d'bon, mé kosa sa I vé dir ozis : lo zistoir d'koko, lo zistoir l'anus sa sé pou farsé mé sanm pou moin, sak I vé dir, sé si kèl'in I vant ali fé in n'afèr inposib ébin I fo lèss ali fèr. Soi li va dégonflé, soi li va fè é l'èr-la konm di lo patoi : va 'rivé sak va 'rivé, advienne ké poua. Moin pèrsonèl mi yèmré dékouraj la pèrsonèl pars pé s'fèr èl i mézir pa bien son défi konm défi sak I di li va boir in lite lo ronm épi I mouye ali avan li la fine vid lo boutèye. Alor ! Siouplé, si ou i vé lans aou in défi, kalkil bien out afèr, sansa si ou i kalkil pa mi pans I mank pyès dann out tète. Alé ! Mi kite azot rofléshi la dsi é ni artrouv pli d'van. Sipétadyé !

## Visite officielle du président de la République du 23 au 25 octobre

# Route en mer : l'inauguration du viaduc pas dans le programme d'Emmanuel Macron

La visite officielle du chef de l'État fournissait le prétexte à une énième opération de communication de Didier Robert sur la route en mer. En effet, le viaduc entre Saint-Denis et la Grande Chaloupe est terminé et des drapeaux de la France, de l'Europe ainsi que celui portant le logo de la Région ont été disposés sur cet ouvrage d'art. Mais l'inauguration maintenant possible de cet ouvrage d'art n'est pas dans les éléments du programme présidentiel qui ont fuité dans la presse. Et il semble même que la route en mer ne soit pas au programme d'Emmanuel Macron, alors qu'elle est sans doute l'investissement qui coûte le plus cher à la France depuis le début du peuplement de La Réunion.

Depuis le début du chantier de la route en mer, Didier Robert, président de la Région Réunion, a initié un cérémonial bien particulier : l'inauguration d'ouvrages d'art à peine terminés qui ne sont pas prêts d'être connectés un jour au réseau routier. Ce fut le cas de l'échangeur de La Possession, un pont qui ne sera jamais relié à une route, car il constitue le terminus d'une digue dont les matériaux nécessaires à sa construction ne sont pas disponibles à La Réunion.

L'échangeur de la Grande Chaloupe a connu le même sort. A peine fini, il fut l'objet d'une cérémonie d'inauguration, alors que chacun sait que dans la situation actuelle, il n'est pas prêt d'être en service un jour, toujours en raison du manque de matériaux pour construire la digue située à son extrémité Sud.

### Précédents de La Possession et de la Grande Chaloupe

Les usagers de la route du littoral peuvent constater que le chantier du viaduc touche à sa fin. Les piles ont été posées sur les coulées de lave, et elles supportent un tablier qui est terminé.

Sur la base des précédents des échangeurs de La Possession et de La Grande Chaloupe, les conditions sont donc réunies pour son inauguration.

Une telle cérémonie tomberait à pic avec la venue du président de la République dans notre île. Après la Région, la France est en effet le second financeur de la route en mer. L'État s'est d'ailleurs fortement impliqué dans ce projet en donnant à la Région les déroga-

tions nécessaires au lancement du chantier, malgré les avis contraires des autorités environnementales, en particulier le Conseil national de protection de la Nature.

Or d'après les éléments du programme présidentiel qui ont fuité dans la presse, l'inauguration du viaduc n'est pas à l'ordre du jour. Plus grave encore pour Didier Robert et ceux qui ont cru dans sa promesse de route en mer : la visite rituelle du chantier proposée aux invités extérieurs de marque n'est même pas évoquée.

Ceci reste malgré tout étonnant. En effet, depuis le début du peuplement de La Réunion, le chantier de la route en mer est sans doute l'investissement dans lequel la France doit dépenser le plus d'argent. Rappelons en effet que Paris n'avait pas dépensé un centime pour la construction de la route des Tamarins, financée à 85 % par la Région et à 15 % par l'Union européenne. Si cette orientation se confirmait, alors elle ne pourrait qu'interroger.

**M.M.**

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés  
71e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany  
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;  
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud  
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau  
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

# Oté

## La lite kont a mizèr ? Arète kozé ! Fé in pé plis ké sa !

Mé zami, mon bann dalon mi sort antann dir i vienn done lo pri Nobel lékonomi troi shèrshèr pou zot travaye roshèrch dsi la lite pou diminyé la mizèr : néna in savan i sort l'Ind i apèl Abhijit Banerjee, in franko-amèrikène i apèl Esther Duflo épi in l'amèrikin Michael Kremer. Promyé foi, d'après sak moin la lir, la donn in pri Nobel bann savan la travaye dsi lo méyèr manyèr pou diminyé la povreté dsi la tèr. Sé dir sé in kékshoz inportan !

Ala in késtyon lé dann l'aktyalité é pa arienk zordi pars shak ané bann zorganizasyon internasyonal i donn bann shif dsi la mizèr dsi la tèr : néna rant uisan milyon épi in milyan d'moun i soufèr la fain, néna bann zanfan i mor d'fain a l'èr a la minit, néna lo mank lo kourant, lo mank léstrésité, néna l'ilétrism la ranforsi ankòr é shak ané i pran bann gran désizyon pou abate la mizèr : i fé mèm bann tour d'tab pou ramas larzan mé konm i di : « gran promètèr ti donèr ». Néna sak i promé é i respèk pa zot promèssansa pa antyèrman..donk lé bien itil bann savan i travaye dsi sa épi i propoz in métode, épi bann solisyon.. Mé konm i pé di : arète kozé ! Fé in pé !

Si zot la lir nout zoinal zot la sirman lir in nouvell inportan : sète ané, La Chine va nyabou règ lo kont la mizèr dann gran péi-la é gran péi péplé pars son popilasyon i kont par milyan... Si zot la ékout la radyo zot la sirman antann karant pour san bann rényoné i viv dsou lo sèye povreté pou La Frans. E mèm zot la antann dsi la késtyonn la povreté La Frans la rokilé dann klasman mondyal é la pa zoli pou in péi sé paré-t-il lo sétyèm puisans ékonomik-sa in ont sa pou li pars bann kapitalis i arète pa gonf zot pla.. Solman lé vré néna in sistèm kapiatalis sovaz i sévi dann péi-la. Lé pa ordinèr !

Poitan i mank pa lo moiyn pou élimine la povreté : lo méyèr sé mète lo moun o travaye é isi mèm shé nou néna près sinkant pour san d'moun i travaye pa, i dobout gète,, donk i ansèrv pa zot fors tra vaye pou bate la mizèr atèr. Sirtou al épa di amoin demoun i yèm bien rès san fé arien pars sa l apa vr épou la plipar bann rényoné-bann gro travayèr dann l'ansanm..

Mé zami, zot koné zéléksyon i ariv moi d'mars alor siouplé agard bien kosa bann kandida i vé fèr pou lite kont la mizèr pars sa sé kékshoz lé plis k'inportan. Obli pa néna ankòr zordi isi mèm shé nou demoun i sava dormi vant domi-plin : mi di pa vid pars in pé va maltrète amoin konm démago mé mi koné sak mi koné, mi antan sak mi antan é la pa mèrvyé pou nout péi. Majine bien sa. Alé ! ni artrouv !

*Justin*